

ACJF
1886-1956

Signification d'une crise
Analyse et Documents

Paris 1964

Edition de l'épi.

Prière d'insérer

Cinquante années

d'action religieuse et sociale

I. — « L'ANCIENNE » A.C.J.F.
JUSQU'À LA SPECIALISATION

En 1886, l'A.C.J.F. naît. On a souvent raconté comment Albert de Mun réunit, après une messe célébrée dans la chapelle privée de Mgr de Ségur, au 39 de la rue du Bac, dix jeunes gens dont le comte Robert de Roquefeuil qui allait être le premier président de l'Association. Cette réunion se tint au siège de l'œuvre des Cercles catholiques ouvriers, fondée auparavant par le même Albert de Mun. Celui-ci, d'ailleurs, se contenta de lancer l'idée de l'A.C.J.F. et d'exposer le but à poursuivre : « Garder et coordonner les forces vives de la jeunesse catholique en vue de restaurer l'ordre social chrétien (1). » Puis il se retira. Les six jeunes gens rédigèrent alors une déclaration de dévouement à l'Eglise et au Pape, un « appel aux jeunes gens de bonne volonté », un programme d'études, et enfin des statuts.

Ces débuts méritent que l'on s'y arrête. Déjà plusieurs traits dominants y sont marqués.

Certes, l'A.C.J.F. est fondée par des bourgeois et des aristocrates. Elle se composera d'abord d'étudiants. En 1890, une note du secrétariat général déclare : « Pour le moment, l'Association se préoccupe de recruter ses adhérents dans la classe dirigeante, c'est-à-dire parmi les jeunes gens qui ont fait des études secondaires ou des études qui leur sont assimilables comme les études primaires supérieures, l'enseignement technique. » Bien qu'elle ne soit pas dupe de

(1) Cinquante années d'action religieuse et sociale de jeunes : l'A.C.J.F. Brochure sans indication d'auteur. Editions Spes, Paris, 1936.

ACJF funda por de buen luego de fracasar su proyecto de fundar el Partido Católico que no lleguó a León XIII

17.000 muertos en la guerra en la guerra del 17-18

- Specialización

- resistencia durante la guerra.

- Cados au HRP - 14000 muertos del país de la liberación

la classe « dite » dirigeante, cette A.C.J.F. veut donc s'adresser à une élite intellectuelle, à des jeunes hommes qui ne sont pas déchristianisés et qu'il faut « garder », à des gens qui n'ont pas conscience d'être hors du christianisme.

Bourgeois, aristocrates, mais laïcs. L'A.C.J.F. a été pensée et voulue par un laïc, Albert de Mun. La situation du clergé de l'époque — en état « d'infériorité » face à une aristocratie ou une bourgeoisie cultivées — explique en partie pourquoi : « Presque tous les jeunes de quelque esprit dans les diocèses de France se plaignent, à cette heure, de n'avoir aucune satisfaction intellectuelle », écrit Georges Frémont (1), et il ajoute : « Le christianisme se trouve pour la première fois de son histoire en face d'une société où tout se fait par la parole, par la discussion, par l'opinion publique. Or, dans nos séminaires, on ne se préoccupe pas du développement civique; on nous laisse ignorer la puissance de la libre pensée et le mouvement général des choses politiques. Notre temps est un jardin fermé où on nous interdit de pénétrer. » G. Frémont s'en plaint, mais non tous ses pairs.

Les auteurs de *l'Histoire du Catholicisme en France* (2) brossent ainsi le portrait de la grande masse du clergé : « Du fait de ses origines, de son éducation, de la limitation de ses horizons, de la facilité avec laquelle il obéit à des préjugés et des idées sommaires, le personnel ecclésiastique français, généralement estimable pour sa régularité et ses mœurs, sera rarement de taille à ressaisir le peuple au sein duquel il va vivre. Il le traite avec un autoritarisme simpliste qui n'est plus de mise, avec un ton de défiance et de condamnation perpétuelle où ne passe plus suffisamment l'accent de sympathie de la charité chrétienne. »

« Ressaisir le peuple. » C'est précisément ce que veut Albert de Mun qui, officier pendant la guerre de 1870, y a découvert ce que

(1) Cité dans *Histoire du Catholicisme en France*, de Latreille, Delaruelle, Palanque et Romond, tome III. Editions Spes, Paris.

(2) Ouvrage cité.

l'on appelait alors « la question sociale », et s'était juré, après la Commune, de combler le fossé entre les classes. Fort peu versé en science économique — celle-ci, d'ailleurs, est encore balbutiante à l'époque, — il estime que la Révolution, en détruisant les corporations, a été à l'origine de cette situation sociale malsaine. Il se proclame donc contre-révolutionnaire. « Ce que nous voulons, écrit-il, c'est la contre-révolution. »

Et, à la première réunion générale de l'A.C.J.F. (1), son président, Robert de Roquefeuil, fixe trois buts aux groupes naissants :

- 1° Coopérer au rétablissement de l'ordre chrétien;
- 2° Rendre l'espérance aux ouvriers;

3° « Arracher (les bourgeois) à leurs plaisirs, à leurs modes, à leurs frivolités... leur rappeler qu'ils rendront compte de tout cela..., enfermés (qu'ils sont) dans leur froid égoïsme, ignorants, insouciant de tout ce qui touche ce peuple qu'ils devraient constamment secourir, respecter et aimer, et dont ils ne s'occupent que quand ils en ont peur. »

A travers les faits et le langage de l'époque apparaît la double volonté de réconciliation sur laquelle se fonde l'A.C.J.F. :

- Réconcilier les classes sociales;
- Réconcilier l'Eglise et le monde.

La volonté de s'engager dans le monde, comme dans un combat, est suffisamment marquée. A l'époque, c'est une nouveauté, car tout pousse à rechercher la sanctification personnelle, à l'écart, « loin du monde ». L'accent social est assez net. Au même Congrès d'Angers, Albert de Mun s'écrie : « Vous êtes catholiques, vous êtes engagés au service de l'Eglise. N'oubliez jamais que, par là même, vous êtes engagés au service des petits et des faibles, que vous êtes nécessairement avec le peuple. » L'A.C.J.F. est pétrie de l'influence

(1) Angers, 1887.

de de Mun, ce « prophète de la justice sociale » (1). Elle en restera marquée.

A cette double volonté de réconciliation va bientôt s'en ajouter une troisième. Le 12 novembre 1890, le cardinal Lavigerie, recevant quarante-cinq officiers de la flotte française mouillée à Alger, fait une allocution dans laquelle, « pour arracher le pays aux abîmes », il invite tous les Français à sacrifier leurs préférences politiques pour adhérer « sans arrière-pensée » à une forme de gouvernement (la République) qui « n'a rien en soi de contraire aux principes qui seuls peuvent faire vivre des nations chrétiennes et civilisées ». Le cardinal se déclare « certain de n'être désavoué par aucune voix autorisée ». C'est le Ralliement, qui sera confirmé en 1892 par une encyclique de Léon XIII.

On a peine à imaginer, à présent, la stupeur que créa l'intervention pontificale parmi le clergé et le public catholique français. Bien des hommes éminents refusèrent de s'y conformer. A son Congrès de Grenoble, en 1892, l'A.C.J.F. l'accepta, alors même que de Mun hésitait encore.

« A partir du Congrès de Grenoble, en 1892, tout en laissant à ses membres la liberté de leurs opinions personnelles sur la forme du régime, à condition que leurs manifestations publiques ne puissent pas compromettre l'action d'ensemble, l'A.C.J.F. s'est toujours tenue sur le terrain constitutionnel (2). »

C'est la troisième volonté de réconciliation : celle de l'Eglise avec le monde politique, celle des « catholiques avec la démocratie ».

Si l'A.C.J.F. accepte si aisément le Ralliement, c'est sans doute parce qu'une telle orientation est dans la logique de ses prises de position précédentes, c'est aussi par fidélité au Pape. Dès leur première réunion, on l'a vu, ses fondateurs avaient rédigé une « déclaration de dévouement à l'Eglise et au Pape ». La « fidélité au Pape »

devint l'une des grandes préoccupations de l'Association, et le premier aumônier général, le R. P. Tournade, n'y fut sans doute pas étranger. A l'issue des banquets, qui, selon les usages de l'époque, terminaient les assemblées générales et les conseils fédéraux, le président portait un « toast au Pape ». Il ne s'agissait pas d'une tradition purement formelle : le même président, flanqué de l'aumônier général, se rendait chaque année à Rome pour y faire rapport des activités de l'A.C.J.F., et il arriva souvent — à partir de 1891, en pleine crise du Ralliement — que l'Association tout entière y allât en pèlerinage. Cette fidélité au Pape qui ne s'est jamais démentie — même à travers la révolte de l'Action Française — est un autre trait marquant. Il n'existait pas alors de structures nationales de l'Eglise.

C'est le moment de définir la place qu'occupait l'A.C.J.F. dans l'Eglise. Elle avait pris pour devise : Piété, Etude, Action. Piété accompagnée d'un esprit de dévouement et de fidélité à l'Eglise. Etude : « Pour agir, lit-on dans *l'Appel aux jeunes gens de bonne volonté*, il faut savoir ce que l'on veut réaliser, et c'est pourquoi l'étude doit précéder ou du moins accompagner l'action. » C'est déjà presque le « voir, juger, agir » de l'Action catholique spécialisée. C'est aussi la conviction que l'intelligence doit avoir un rôle médiateur, le sentiment de la nécessité d'une solide culture.

L'action suit l'étude de près, quand elle ne l'accompagne pas. L'A.C.J.F. veut alors « instaurer un ordre social chrétien ». L'action est donc une action sociale. L'A.C.J.F. prête son concours au Mouvement rural naissant : caisses rurales, coopératives, syndicats agricoles. Elle aide l'œuvre des Cercles ouvriers, les secrétariats populaires. Un an après sa fondation, Mgr Freppel déclare, au Congrès d'Angers : « Je sais, Messieurs, que les questions économiques et sociales sont celles qui vous préoccupent davantage et non sans raison : c'est un point capital pour qui veut prendre sa part dans le mouvement de la vie publique. » Quelque temps plus tard, Henri Bazire, nouveau président, lancera la formule célèbre : « Sociaux parce que catholiques (1). » C'est lui, également, qui déclare « l'action civique inséparable de l'action sociale ».

(1) Histoire du Catholicisme en France, ouvrage cité.
(2) L'A.C.J.F., monographie parue en 1933.

(1) Congrès de Tours, 1897.

Quelque temps auparavant, l'A.C.J.F. s'était élargie. D'abord réservée aux aristocrates, étudiants et bourgeois, elle avait décidé en 1896 de s'ouvrir « à tous les jeunes gens catholiques capables d'exercer autour d'eux une certaine influence ». Au Congrès de Besançon, en 1898, un jeune ouvrier nantais, Paul Lassort, réclama une place dans l'Association pour les travailleurs manuels. Et celle-ci émit le vœu de « s'étendre à toutes les classes ». Au même Congrès, le baron de Montenach déclarait : « Il faut viser davantage à l'apostolat du semblable par le semblable. Moins occuper nos étudiants des ouvriers et des petits garçons des patronages, que de leurs camarades universitaires moins fortunés qu'ils doivent connaître et gagner... Formons de même, parmi les ouvriers, des groupes d'apôtres qui soient capables d'exercer dans leurs ateliers une action sociale sérieuse et positive sans avoir besoin de l'atmosphère factice d'un Cercle ou d'un Patronage. »

Tous ces appels furent entendus. Par suite de l'afflux de jeunes des milieux populaires, le nombre des groupes affiliés passa d'une centaine à onze cents entre 1899 et 1904.

Période décisive. En 1903, le Conseil fédéral étudie « la question syndicale ». Il se prononce en faveur de syndicats distincts, ouvriers et patronaux. Dans le catholicisme social, c'est alors une idée neuve et hardie. Le même Congrès préconise le droit pour le syndicat de conclure des contrats collectifs de travail et la création de conseils du travail, élus par les syndicats : réformes qui ne furent réalisées que par la loi de 1920. Le Congrès de 1904 étudie les problèmes de la mutualité. Celui de 1905, les conditions de travail de la jeunesse ouvrière. Il réclame la journée de huit heures pour les enfants mineurs, l'organisation de l'apprentissage, la fixation à quatorze ans de l'âge d'admission de l'enfant à l'usine, l'obligation du repos hebdomadaire de 36 heures consécutives. Action : l'A.C.J.F. crée des cités ouvrières dans le Nord, à Autun, à Chambéry, à Roanne; elle fonde des syndicats, organise des services d'entraide pour les grévistes. En 1908, le Congrès d'Angers étudie le « problème agraire ». Il préconise le développement de syndicats d'ouvriers agricoles et de

fermiers. L'A.C.J.F. constitue des mutuelles agricoles, des caisses de crédit, et même — en 1906 — un « service de cinématographie ».

En 1903, le Comité général écrit, dans une déclaration générale :

« On a reproché aux catholiques, tantôt de rester enfermés dans la contemplation stérile du passé, tantôt d'être les tenants de je ne sais quelle « démagogie cléricale ».

« Il apparaîtra que, parmi les catholiques, une génération nouvelle se lève, profondément consciente des besoins de l'heure présente, attentive à toutes les manifestations de la vie, fidèle aux traditions de notre race, mais aussi passionnée de progrès.

« Les mots, pas plus que les réalités, ne l'effraient, et c'est sincèrement qu'elle a accepté le fait démocratique... »

Telle est donc l'A.C.J.F. : un Mouvement de jeunesse d'inspiration chrétienne, greffé sur l'Eglise, engagé sans fard dans le monde, voulant réconcilier l'Eglise avec la société nouvelle qu'a fait naître la première révolution industrielle. Un Mouvement de jeunesse dans l'Eglise. Mais pas un Mouvement d'Eglise, au sens où nous entendons actuellement ce terme. C'est une « association catholique » et non « l'action catholique » (1).

L'A.C.J.F. distingue soigneusement ce qu'on appelle « spirituel » et ce que l'on appelle « temporel ». Elle ne les sépare pas. Elle est une école de pensée et d'action dans l'Eglise, mais admet qu'il y en ait d'autres. Elle ne vise pas au monopole. Elle s'insère dans un courant précis, dont elle constitue souvent l'avant-garde : le catholicisme social.

Mais elle demande à ses membres d'approfondir les exigences de leur foi. Cela est particulièrement net sous la présidence de Pierre

(1) Ainsi l'erreur fréquemment commise, et qui consista à traduire A.C.J.F. par « Action catholique » et non par « Association », est-elle une erreur sur la nature même de l'A.C.J.F.

Gerlier — qui devait devenir le cardinal-archevêque de Lyon, primat des Gaules — entre 1909 et 1913. Dans un rapport de 1905, celui-ci avait insisté sur la « nécessité d'entretenir dans les groupes de jeunesse catholique l'intensité de la vie chrétienne ». Durant sa présidence, on demande aux groupes de participer de plus en plus activement à la vie paroissiale, on lance une campagne en faveur de la communion fréquente. « Il faut des chrétiens... nous ne sommes pas assez chrétiens... notre œuvre a besoin de saints... » écrit Maurice de Gaillard-Bancel dans la revue du Mouvement, *les Annales*. On note aussi une extraordinaire floraison de vocations. « Au début de 1914, signale une publication de l'époque, au seul séminaire de Saint-Sulpice, à Paris, on comptait 72 anciens de l'A.C.J.F., parmi lesquels le président Pierre Gerlier... » Symboliquement, la présidence de celui-ci s'était achevée, en 1913, par un triomphal pèlerinage à Rome. A ce moment, l'A.C.J.F. comptait 140.000 membres.

Pas de séparation entre le spirituel et le temporel : sous la même présidence, en 1912, l'A.C.J.F. a consacré son Congrès à l'organisation professionnelle et aux retraites ouvrières. Un an plus tôt, à l'occasion de son 25^e anniversaire, elle avait dressé le bilan de son action sociale : 512 groupes avaient fondé 26 syndicats ouvriers, 150 syndicats agricoles, 20 coopératives, 118 « mutualités », 8 secrétariats sociaux, et des organismes aussi divers que jardins ouvriers, caisses de crédit, sociétés d'habitation à bon marché, etc. (1). A cette occasion, le Pape Pie X lui avait adressé ses encouragements : « Dites bien à droite et à gauche que Nous sommes content de votre travail, qui est le principal à l'heure actuelle, et de la ligne suivie par votre Association, qui ne laisse rien à reprendre. Vous avez Notre confiance entière. Cela doit suffire. »

Mais, distinction du spirituel et du temporel : « L'A.C.J.F. tint à rappeler nettement que sa cause était séparée de tout parti politique (2). »

(1) Devant ces réalisations, on serait peut-être tenté aujourd'hui de parler de « paternalisme ». Mais personne ne peut nier l'esprit dynamique et « progressiste » — au bon sens du mot — qui les animait.

(2) L'A.C.J.F., ouvrage cité.

Dans le même temps, l'A.C.J.F. mettait l'accent sur la formation intellectuelle. « Travail en profondeur », tel avait été le mot d'ordre lancé par Jean Lerolle, président de 1904 à 1909. C'était l'époque de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et les jeunes catholiques « descendaient dans la rue » pour s'opposer à la police et à la troupe qui procédaient aux inventaires. Il importait de leur rappeler que les batailles de rues étaient, au moins, insuffisantes. Les réunions locales, cantonales, diocésaines, se multiplièrent. Les publications — *les Annales* et la *Vie nouvelle* — s'élargirent.

Cette préoccupation va devenir plus évidente encore après la guerre. Entre 1914 et 1918, l'A.C.J.F., tant bien que mal, a survécu. Elle a créé un bulletin de liaison entre les combattants : *Frères d'armes*. Elle a même tenu des conseils fédéraux.

A celui de 1917, qui prépare l'après-guerre, Henri Reverdy, revenu à la présidence en l'absence forcée de ses prédécesseurs, a noté « une orientation plus étendue et plus fréquente vers des groupements de jeunes catholiques par spécialités professionnelles ». Ce conseil fédéral a préparé déjà la spécialisation en décidant de créer au sein des groupes des sections spécialisées. Le conseil fédéral suivant, celui de 1918, devait étudier le Socialisme. La guerre n'avait pas infléchi l'orientation. Mais celui-ci n'eut pas lieu, en raison des circonstances. Et, en 1919, au premier conseil fédéral d'après-guerre, Robert Schuman amena les délégués d'Alsace et de Lorraine, réunis à l'A.C.J.F. pour la première fois.

Voici donc l'après-guerre. Quel est, à l'époque, le climat dans l'Eglise de France? Les auteurs de *l'Histoire du Catholicisme en France* (1) répondent :

« Sauf une minorité qui suggère discrètement que tout n'est peut-être pas à rejeter dans la société moderne, la pente naturelle du plus grand nombre est de l'exorciser. On raisonne en fonction du passé : on rêve d'un nouveau Moyen-Age; on oppose le thomisme

(1) Ouvrage cité.

aux systèmes philosophiques contemporains; même le mouvement pour substituer le plain-chant aux cantiques populaires ou à la musique de concert n'est pas exempt de tendances archaïsantes. Quant à la société, il n'est question que de restauration. Le vocabulaire, les images, les comparaisons, les références historiques, tout parle du passé; même l'avenir se conçoit sur le modèle du passé. L'insigne de la Fédération nationale catholique est un chevalier armé de pied en cap et bardé de fer. Le scoutisme se définit comme la chevalerie des temps modernes. Ces habitudes de pensée et de langage se transmettront à la génération suivante... »

Sous l'impulsion de Charles Flory, président de 1922 à 1926, et répondant aux consignes de Benoît XV, l'A.C.J.F. se situe dans un autre courant. Avec elle, les Semaines sociales, la C. F. T. C. (fondée en 1919), « toutes ces institutions disent que les catholiques de France ont désormais mieux à faire qu'à déplorer le passé et à s'enfermer dans une opposition stérile en supputant la chute du régime » (1).

Le comité général, présidé par Charles Flory, insiste sur deux nécessités :

— L'action et la formation civique. Au slogan « sociaux parce que catholiques », répond désormais le slogan « civiques parce que sociaux »;

— La cohésion intellectuelle : en 1923, Georges Bidault, vice-président, a présenté un rapport sur « la cohésion intellectuelle dans l'association ». En 1924, à Strasbourg, pour répondre à ces préoccupations, l'A.C.J.F. adopte un texte qui marque nettement son orientation, et qui mérite donc qu'on s'y arrête :

« C'est à l'école de l'Évangile et des papes — à nulle autre — que nous avons appris les principes sociaux dont notre programme n'est que le développement et l'application. Certes, nous ne pré-

(1) *Histoire du Catholicisme en France*, ouvrage cité.

tendons pas engager la parole de l'Église à propos de chaque détail de notre programme social, parce que nous savons que dans les réformes pratiques, même celles que nous affirmons bonnes et revendiquons comme telles, il entre trop de contingences pour que l'Église consente, le plus souvent, à se prononcer sur elles. Mais la soumission à la réalité, la loyauté dans l'observation, dont nos maîtres et nos aînés du catholicisme social nous ont donné l'exemple et dont nous pensons avoir fixé l'empreinte sur tous nos travaux, sont garantes de notre correction à interpréter les faits — toujours sous l'égide des principes, — tandis que notre unité de pensée, acquise dans la fréquentation commune de quelques idées directrices, s'étend au-delà de la zone des accords nécessaires, se maintenant jusque dans ces points de détail qu'il est justement de notre rôle original d'étudier et de promouvoir. »

Texte fondamental en effet, l'A.C.J.F. ne prétend pas « engager la parole de l'Église ». Mais, elle se réclame de « l'école de l'Évangile et des papes ». Mouvement dans l'Église, fidèle à l'Église, mais dont la doctrine va au-delà de « la zone des accords nécessaires ». Elle n'est donc pas un Mouvement d'Église.

On relève aussi la formule : « soumission à la réalité ». Dans la mesure où il existe, à travers les générations, une philosophie de l'action caractéristique de l'A.C.J.F., la soumission à la réalité est l'un de ses traits marquants. Et elle expliquera les évolutions postérieures.

À la même époque — tandis que la crise de l'Action française provoque de profonds remous dans l'Église de France — l'A.C.J.F. ressent à nouveau le besoin de préciser son attitude à l'égard de l'action politique. « Nous en proclamons la nécessité, déclare Georges Bidault dans un rapport au Conseil fédéral de 1926, et c'est justement pour préparer nos camarades à en faire un jour, le plus et le mieux qu'ils pourront, que nous nous efforçons d'imprimer en eux les exigences du devoir civique et les principes chrétiens régissant la société politique. »

Mais il ne s'agit pas pour autant de passer directement à l'action politique : « La politique que nous bannissons ainsi de chez nous, c'est la « politique pure », celle qu'on appelle aussi la « politique de parti ». Prendre parti, il faudra que nos amis s'y décident un jour, qu'ils choisissent, parmi les programmes politiques vraiment inspirés des principes chrétiens, celui qu'ils croiront le meilleur, éclairés qu'ils seront par la formation reçue à l'A.C.J.F. Mais il ne faut pas que les partis s'introduisent chez nous, que leurs discussions, ailleurs peut-être salutaires, viennent opposer les uns aux autres les membres de l'Association, que des infiltrations politiques puissent briser notre unité ou compromettre notre apostolat. »

En 1923, à Bordeaux, l'A.C.J.F. a élaboré un programme d'action municipale. En 1926, à Besançon, elle étudie la vie régionale. Mais, dans le même temps, en 1925, elle a repris la tradition des grands pèlerinages à Rome. En 1925 également elle a consacré un Congrès « à la formation du futur chef de famille ». On vient de le voir dans le texte cité ci-dessus : c'est l'époque où l'on commence à parler d'apostolat, autant, sinon plus, que d'action sociale. La formation religieuse s'intensifie. Selon un auteur de l'époque, l'A.C.J.F. fournit alors « une moyenne annuelle de 150 vocations sacerdotales et de 50 vocations religieuses ».

C'est tout l'homme que l'A.C.J.F. veut former. Mais il lui manque une pédagogie adaptée. La formation, pense-t-elle, s'acquiert par l'étude. Comme tous les hommes de leur temps, les dirigeants de l'A.C.J.F. confondent souvent éducation et enseignement. Ils « dispensent » la formation à leurs membres au cours de congrès, meetings, cercles d'études, retraites. C'est la formation par l'étude et la réflexion. Plus rarement la formation par l'action. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que l'Association soit dirigée par « ceux qui savent » — étudiants ou anciens étudiants, — lesquels enseignent à ceux qui ne savent pas, les jeunes des milieux populaires.

Née dans une perspective contre-révolutionnaire, mais bientôt

fondée sur une volonté de réconciliation entre l'Eglise et la société moderne, entre la vie chrétienne et la vie quotidienne, l'A.C.J.F. s'est forgé une philosophie de l'action, basée sur la confiance en l'homme et les possibilités que Dieu lui a données. Elle s'est forgé une spiritualité propre qui se réfère à un Dieu présent dans la vie, agissant dans le monde et appelant les chrétiens à y agir.

Il lui manque une pédagogie. La spécialisation va la lui apporter.

II. — LA SPECIALISATION OU L'APPORT D'UNE PEDAGOGIE

Des laïcs avaient, en 1886, fondé l'A.C.J.F. En 1924, en Belgique, un prêtre, l'abbé Cardijn, lance la Jeunesse ouvrière chrétienne, qui, trois ans plus tard, comptera déjà 40.000 membres. En 1926, à Clichy, un autre prêtre, l'abbé Guérin, fait lire à quatre jeunes travailleurs de sa paroisse le journal de la J.O.C. belge. En janvier 1927, ils créent leur propre journal, *la Jeunesse ouvrière*. En mars 1927, l'abbé Cardijn, venu les visiter, leur donne l'insigne jociste et le titre de section française de la J.O.C. internationale. La J.O.C. est née, hors de l'A.C.J.F., et appartenant dès l'origine à un autre ensemble : la J.O.C. internationale.

Cette naissance « à l'extérieur » de l'A.C.J.F. était peut-être la conséquence de la situation faite à la classe ouvrière dans la société française. Il n'est pas interdit de penser qu'elle a contribué à faire de la J.O.C. un mouvement moins « intégré » que les autres dans l'A.C.J.F.

Et pourtant, la création de la J.O.C. répond à une préoccupation profonde et ancienne de l'A.C.J.F. A la fin du XIX^e siècle déjà — on l'a vu — celle-ci parlait de « l'apostolat du semblable par le semblable ». Le Conseil fédéral de 1925 avait entendu deux rapports sur « la déchristianisation des milieux ouvriers » et sur « la formation au sein de l'Association d'une élite ouvrière ». Le Comité général avait créé une Commission ouvrière et lancé un journal, *l'Equipe ouvrière*, dont le premier numéro était paru en novembre 1925. La Commission ouvrière y précisait ses ambitions :

« Former une élite ouvrière, l'organiser en vue d'une action sur la masse. » Il ne s'agissait pas, dans l'esprit de ses membres, de créer une organisation nouvelle mais de spécialiser les méthodes. Les membres ouvriers de l'A.C.J.F. devaient constituer des équipes indépendantes des cadres paroissiaux. C'est ainsi qu'en 1926 se créèrent trente commissions ouvrières dans des usines. Dans les congrès et les journées d'études on étudiait « les conditions de l'apostolat ouvrier », en insistant sur l'idée que l'initiative devait être laissée aux ouvriers eux-mêmes. Avant même que la J.O.C. n'apparaisse en France, la préoccupation de l'action sur et par la jeunesse ouvrière était donc devenue dominante au sein de l'A.C.J.F. Et, tandis que la J.O.C. faisait ses premiers pas, l'A.C.J.F. poursuivait, en 1927, son effort d'invention d'une formule nouvelle.

« Peu à peu, écrit René du Ponceau (1), on arrive à la conviction que les équipes ouvrières ne pouvaient se suffire à elles-mêmes. Faisant appel presque exclusivement à l'apostolat individuel, cette formule ne permettait pas d'encadrer tous les éléments ouvriers atteints par cette action. Elle ne les mettait pas en contact avec le prêtre. Et surtout, elle ne pouvait servir d'appui à un large Mouvement d'apostolat de la masse. Il manquait enfin à la formule de *l'Equipe* de pouvoir se présenter comme une organisation spécifiquement ouvrière... »

Effort et recherche de l'A.C.J.F., lancement de la J.O.C. : les deux routes allaient enfin converger.

En 1927, devant le Conseil fédéral, Kammerlocher, président de la Commission centrale ouvrière, remet en cause la formule elle-même. Il se prononce pour « l'organisation autonome dans le cadre de l'A.C.J.F., sous la direction de chefs ouvriers ». Quelques mois plus tard doit se tenir à Rouen un Congrès national sur « l'apostolat de la jeunesse ouvrière ». A la veille du Congrès, le nouveau président, François de Menthon, qui a été appelé en 1926 « le président

(1) Dans une petite plaquette de l'époque, intitulée *l'Association catholique de la Jeunesse française*.

des ouvriers », précise ainsi sa position dans un numéro de *l'Equipe* : « L'unité de la jeunesse ouvrière catholique doit être sauvegardée. Il ne saurait y avoir deux Mouvements distincts, l'un pour la masse, l'autre pour l'élite, mais une seule organisation qui ne peut prospérer que dans le cadre de l'Association. Cette organisation suppose une large autonomie du Mouvement ouvrier, en même temps que le maintien très ferme de l'unité et de la cohésion de l'A.C.J.F. »

Le Congrès ratifie cette position, en proclamant qu'il ne doit y avoir qu'un seul Mouvement de jeunesse ouvrière et que « l'autonomie nécessaire à la jeunesse ouvrière chrétienne peut se réaliser au sein de l'Association sans porter atteinte à son unité ».

Le Congrès de Rouen lance ainsi une invitation formelle à la J.O.C. Celle-ci répond favorablement et, deux mois plus tard, en juin 1927, elle entre dans l'A.C.J.F. Dans un livre publié en 1928, *l'Apostolat de la Jeunesse ouvrière*, François de Menthon et l'abbé Guérin précisent dans quel esprit se fait cette union. « Le 25 septembre dernier, écrit F. de Menthon, se constituait dans l'A.C.J.F. un secrétariat général de la J.O.C., jouissant de toute l'autonomie nécessaire et dirigé par M. l'abbé Guérin et Jean Mondange » (1). Il poursuit : « Son succès durable nous a paru impossible si elle (la J.O.C.) restait isolée; elle aurait rencontré, dès sa première sortie hors de la banlieue parisienne, trop de préventions et d'hostilité pour pouvoir devenir un grand Mouvement national; laissée à elle-même isolée dans son organisation et son action de classe, en butte à trop d'adversaires, suspecte aux timides, l'esprit chrétien qui l'anime aurait risqué de dangereuses altérations. »

L'abbé Guérin écrit de son côté : « Autonomie ne veut pas dire groupement clos et sans attache. La J.O.C. accepte, désire toutes les collaborations. Quand on ne connaît pas encore bien la J.O.C., on exprime la crainte de voir se développer un esprit de classe dangereux. Cette crainte est injustifiée. C'est le contraire qui est exact.

(1) Ce dernier, venu des Equipes ouvrières de l'A.C.J.F.

Plus on laisse d'autonomie, c'est-à-dire de responsabilité à ces jeunes travailleurs, plus ils désirent être aidés afin d'être à la hauteur de la tâche par eux assumée. L'entrée de la J.O.C. dans l'A.C.J.F. n'est-elle pas déjà une garantie de son esprit de collaboration? La J.O.C. désire la collaboration avec l'école, la paroisse, les syndicats chrétiens, avec les professions libérales, etc... » Et, plus loin : « La J.O.C. fait sienne la doctrine du comité général de l'A.C.J.F. Elle accepte la responsabilité de vulgariser cette doctrine dans les milieux ouvriers... Nous sommes fiers d'appartenir à la grande famille de l'A.C.J.F. Nous nous sentons plus forts à cause d'elle, plus sûrs de l'avenir et bien résolus à travailler pour elle. »

Le premier président de la J.O.C., Georges Quiclet, appartient à l'Equipe de Clichy. Son premier secrétaire général, Jean Mondange, vient des Equipes ouvrières de l'A.C.J.F. Et l'organe de ces groupes, *l'Equipe ouvrière*, devient l'organe mensuel des militants.

A la J.O.C., l'A.C.J.F. apporte une expérience, une tradition, un parrainage, et aussi une protection contre les accusations aussitôt lancées de favoriser l'esprit de classe et la lutte des classes.

La J.O.C. va lui amener en échange une pédagogie. Elle veut s'adresser à un milieu déchristianisé. De cette déchristianisation, la France chrétienne commence seulement à prendre conscience. C'est l'époque où les paroisses du XVI^e se penchent sur « la banlieue rouge », et où l'on regarde comme des pionniers les prêtres et les laïcs qui vont y agir.

La J.O.C. s'adresse à un monde quasi fermé, qui a pris conscience de son existence de classe, et qui en a pris conscience en même temps qu'il se déchristianisait. Elle veut donc le rebaptiser, l'évangéliser par une action massive. A l'époque de sa création, c'est cet aspect « massif » qui retient le plus l'attention des dirigeants de l'A.C.J.F.

« L'essentiel de l'apport jociste, écrit alors Jacques Courel (1),

(1) Dans un numéro spécial de la *Vie Catholique*, consacré à la J.O.C.

successeur de François de Menthon, c'est ce souci de toutes les âmes, c'est le sens de la masse, ce sont les moyens de la conquérir. »

« Les moyens de la conquérir » : il s'agit d'une pédagogie. Nous l'avons dit, elle paraît avoir fait défaut à l'A.C.J.F. « première manière ». Prisonnière des idées de son époque, elle était tentée de concevoir le jeune comme une « tête » qu'il fallait remplir, une mémoire dans laquelle il fallait entasser les idées et les formules. Or la véritable révolution qu'entraîne, par la J.O.C., la spécialisation, est précisément de concevoir les jeunes autrement que comme une mémoire.

Plusieurs Mouvements similaires se créent alors, le plus souvent à l'initiative de jeunes laïcs déjà membres de l'A.C.J.F. : Jacques Ferté, pour la Jeunesse Agricole Catholique ; Chaudron et Chambre, pour la Jeunesse Etudiante Chrétienne (1), puis la Jeunesse Maritime Chrétienne, et enfin, en 1932, la Jeunesse Catholique (Mouvement des classes moyennes et de la bourgeoisie comprenant les restes des groupes non spécialisés de l'A.C.J.F.), et qui allait devenir la Jeunesse Indépendante Chrétienne). Ces Mouvements s'inspirent évidemment du modèle jociste. Mais, se soumettant aux réalités de leur propre milieu, ils ne vont pas tarder à adapter, développer, et même parfois dépasser, l'intuition qui était à l'origine de la J.O.C. Ils découvrent, d'une manière pragmatique, que chaque jeune porte en lui des valeurs spécifiques. Ces valeurs, il faut les développer. Il faut que chacun puisse se situer dans le monde (ce qui constitue la véritable culture) et apporter à ce monde ses richesses personnelles. C'est par l'action, la prise de responsabilités, qu'un tel épanouissement personnel est possible. Il s'agit, certes, d'apostolat du semblable par le semblable. C'est l'époque de la conquête : « Fiers, purs, joyeux et conquérants... », jocistes, en avant ! » Mais cet esprit conquérant s'accompagne d'une formation intensive. « La J.O.C., dit par exemple

(1) Sur les débuts de la J.A.C., on peut consulter le livre de J. Letourneux : *J'ai lié ma gerbe, Editions de l'Apostolat de la prière*. Sur ceux de la J.E.C., P. Drujon : *J.E.C., 15 ans d'histoire, Editions de l'Épi*.

un texte de l'époque, porte le plus vif de son effort sur la formation sociale, intellectuelle et religieuse, celle-ci s'acquérant progressivement par le jeu combiné des diverses activités jocistes. » Dès 1933, 1.700 militants participent à des sessions de formation de la J.O.C., 1.900 en 1934, 2.100 en 1935.

C'est aussi la découverte des conditionnements existant dans les divers milieux. Conditionnements dont l'A.C.J.F. — on l'a vu — avait constaté l'existence, sans parvenir à créer en regard, avant la naissance de la J.O.C., une pédagogie appropriée. Or, suivant que l'on est ouvrier, paysan, étudiant, on parvient à la véritable culture (celle qui n'est pas simplement connaissance, mais engagement réfléchi dans le monde) par des chemins différents.

Pédagogie : le mot a parfois tendance à évoquer simplement quelques recettes éducatives. Ici, il y a un sens beaucoup plus fort. « En effet, lit-on dans *Histoire du Catholicisme en France* (1), à partir de l'écllosion des Mouvements spécialisés, on assiste à un véritable renversement de certaines attitudes trop habituelles au catholicisme français en face des difficultés qui l'assaillaient. La généralisation de la méthode d'enquête chère à la J.O.C. apprend à apprécier plus exactement les réalités sociologiques. Certes, l'on n'avait pas attendu 1926 pour les étudier avec application. Les Semaines sociales avaient pris pour devise : « La science pour l'action. » L'A.C.J.F., pour préparer ses Congrès, avait recours à des questionnaires. Mais l'emploi de la méthode d'enquête devient maintenant systématique et est proposé à tous les jeunes comme un moyen de former leur jugement et d'orienter leur apostolat. Le triptyque « voir, juger, agir » inculqué aux militants, et aussi à leurs aumôniers, une pédagogie concrète fondée sur l'observation des faits qui imprègne leur réflexion. C'est un renversement de la démarche habituelle aux catholiques, traditionnellement plus enclins à énoncer ce qui devrait être, qu'à examiner ce qui est. Désormais,

(1) Ouvrage cité.

au lieu d'affirmer des positions de principe et d'attendre que les hommes y conforment leur jugement et leur conduite, on commence à tenir compte des données concrètes pour écarter les obstacles matériels ou psychologiques à la pénétration de la vérité ou à la pratique morale. Cette nouvelle attitude comporte deux sortes de conséquences. Dans l'ordre intellectuel, elle enseigne l'attention au réel, le culte de l'objectivité, la volonté de comprendre avant de juger... Dans l'ordre apostolique, elle implique qu'on ne doit pas faire fi des conditions dans lesquelles l'apostolat s'exerce, ni du milieu où il opère. C'est le sens profond de la spécialisation. Les hommes ne sont ni interchangeable, ni indépendants de leur contexte social et historique; les groupements humains ont une réalité spécifique dont l'Église ne peut sans dommage faire abstraction. »

Cette sorte de révolution pédagogique ne survient pas à cette époque par hasard. Si l'on élargissait le cadre de cette étude, on pourrait constater qu'elle s'inscrit dans un mouvement des idées qui dépasse les problèmes propres à la jeunesse catholique française. D'autres révolutions pédagogiques s'opèrent ailleurs, après la première guerre mondiale. Elles sont la conséquence d'une profonde mutation de la société occidentale. Jusque-là, en effet, on pouvait penser qu'un jeune homme ne vivrait pas dans un monde très différent de celui qu'avaient connu ses parents. Le monde ne changeait que lentement, ou ses habitants n'en avaient guère conscience. L'éducation pouvait donc, dans une certaine mesure, se limiter à un dressage du caractère et à la transmission de concepts, d'usages, de règles de vie qui, ayant servi à une génération, pouvaient aussi servir à la suivante.

Tout change à partir de la première guerre mondiale. On s'aperçoit que le monde évolue très rapidement. On prend conscience de « l'accélération de l'histoire », idée qui deviendra bientôt une banalité. Dès lors, les problèmes d'éducation ne se posent plus dans les mêmes termes. Chaque génération doit inventer ses propres règles de vie, et définir elle-même sa propre attitude à l'égard d'un monde qui n'a plus grand-chose de commun avec celui qu'avait connu la gén-

ration précédente. Les méthodes éducatives anciennes, pour qui voit clair, apparaissent périmées. Spontanément, une révolution éclate en pédagogie.

Les Mouvements spécialisés participent à cette révolution, sans en avoir peut-être une claire conscience. Ce qui est intéressant dans leur cas, c'est qu'ils ne sont pas amenés dans cette direction par une réflexion, mais par une expérience.

Pour la J.O.C. cependant, la révolution pédagogique se double d'un autre phénomène, qu'il faut souligner car il explique en partie l'évolution ultérieure. C'est l'affirmation d'une double dignité : celle de travailleur et celle de chrétien. Le premier résultat de l'expérience jociste est de rendre aux jeunes ouvriers leur fierté. Les slogans de l'époque rendent bien compte de cet état d'esprit : « Ni esclaves, ni machines, ni bêtes de somme, mais fils de Dieu » — « L'âme du jeune travailleur vaut plus devant Dieu que tout l'or du monde. » On le voit, ces deux dignités — travailleur et chrétien — sont très étroitement liées. La J.O.C. fait découvrir qu'on peut être à la fois ouvrier et chrétien, qu'il n'y a pas là contradiction. A ce moment, c'est une autre révolution. L'un des fondateurs de la J.O.C., parlant de sa propre expérience, disait : « A l'usine, je n'osais pas dire que j'étais chrétien, et au patronage, je n'osais pas dire que j'étais ouvrier (1). » A des garçons comme celui-là, la J.O.C. apporte une grande espérance.

Tout cela s'explique par la situation alors faite à la classe ouvrière française, et confère à la J.O.C., parmi l'éventail de Mouvements spécialisés qui se créent à ce moment, une position très particulière. Les autres Mouvements vont emprunter à la J.O.C., qu'on leur présente comme un modèle (2), sa pédagogie, ils auront le même esprit de conquête, les mêmes soucis apostoliques, mais ils ne seront jamais autant qu'elle, une contestation d'un ordre ancien.

(1) Cité dans « La J.O.C. en France », Informations catholiques Internationales, 15 octobre 1956.

(2) « La J.O.C. réalise un type achevé de cette Action catholique, une des pensées maîtresses du pontificat », déclare en 1935 le cardinal Pacelli, au nom de Pie XI.

Contestation telle, qu'elle risquera d'en devenir prisonnière. En même temps, la J.O.C. soulevait au sein de l'Eglise de grands espoirs. L'Eglise commençait à prendre conscience de ce qu'elle avait « perdu » la classe ouvrière au XIX^e siècle. Et, quasi providentiellement, la J.O.C. survenait, apparaissant comme un moyen de réconciliation entre l'Eglise et les ouvriers. Les autres Mouvements, en somme, se chargeaient des brebis qui étaient restées, tant bien que mal, fidèles. La J.O.C., de celles qui s'étaient enfuies. Elle méritait donc plus d'intérêt (1), une attention particulière.

Quelles sont pour l'A.C.J.F. les conséquences de la spécialisation ? Les deux présidents qui vont se succéder entre 1930 et 1936, Jacques Courel et André Debray, vont s'attacher à les définir. Car l'A.C.J.F. se perpétue. En 1931, 20.000 jeunes assistent à son Congrès de Lourdes. Et en 1936, lorsqu'elle célébrera son cinquantième anniversaire, les membres des Mouvements spécialisés, ses membres, empliront à Paris le Parc des Princes. Mais que représente-t-elle ?

Une association et non pas une fédération, répond Jacques Courel, « une association liée par un même esprit, une même doctrine, un même cœur », qui a pour rôle de coordonner toute l'activité multiforme des Mouvements. Et après le Congrès de Lyon (1933), André Debray écrit : « C'est là le programme de l'A.C.J.F. : communiquer aux jeunes un esprit et une doctrine qui leur permettront d'aborder demain en véritables chrétiens les problèmes concrets de leur vie de citoyens... *Synthèse de tous les Mouvements spécialisés et non addition, l'A.C.J.F. préfigure la société de demain* (2)... Dans toutes les classes, demain verra se lever, comme des dirigeants et des militants sociaux, ceux-là qui auront été la veille nos militants et nos dirigeants d'A.C.J.F. Peut-on penser qu'ils agiront autrement que selon notre doctrine, c'est-à-dire selon l'esprit et la doctrine du Christ et de son Eglise ? »

(1) Encore faut-il rappeler que de nombreux membres du clergé — heureusement les moins influents — se montraient hostiles à la spécialisation, et particulièrement à la J.O.C., qu'ils accusaient de développer « l'esprit de classe ».

(2) C'est nous qui soulignons.

Une brochure publiée à l'époque du cinquantenaire (1) précise : « Sous des formes nouvelles, c'est toujours l'esprit de l'A.C.J.F. qui persiste. Depuis la spécialisation, le rôle surtout intellectuel de l'A.C.J.F. se précise de jour en jour et par là même son importance ne fait que s'accroître. Souvent trop mêlés à l'action directe limitée à un cadre d'activité fatalement restreint, les Mouvements spécialisés pourraient parfois être portés à n'envisager qu'un côté des questions : celui qui les intéresse immédiatement. De là découlerait fatalement, non seulement une étroitesse de vue, mais aussi des erreurs profondes, voire des injustices dans les attitudes. Coopérer à l'établissement d'un ordre social chrétien, cela nécessite une étroite collaboration des divers éléments, des campagnes et des travaux communs : c'est le rôle de l'A.C.J.F. »

« Cette coordination ne répond pas seulement à des besoins plus ou moins fictifs d'une conception de l'ordre élaborée par quelques intellectuels de cabinet, c'est une exigence de la réalité. Il n'y a pas seulement des réactions, et partant, des problèmes spéciaux à chaque milieu, il y a des réactions profondes et des problèmes de la collectivité entière... »

La spécialisation de l'A.C.J.F. en cinq Mouvements ne nuit pas, dans les premières années, à son unité. Chacun met au point ses méthodes. Mais il reste attaché à la source. En 1939, Mgr Saliège peut écrire : « On disait — que ne dit-on pas ? — que la spécialisation nuirait à l'union, qu'elle était une forme larvée de la lutte des classes. On l'a dit, on le dit encore. Ne nous préoccupons pas de ces vues *a priori* quelque peu intéressées. En fait, nous constatons partout que la spécialisation unit au lieu de diviser, que les membres des différents Mouvements spécialisés sont tout de suite en harmonie, en communion d'idées... Unir, ce n'est pas confondre... » C'est vrai. Et cependant, nul ne peut empêcher que chaque Mouvement, en se développant, en acquérant sa propre personnalité, ne tende à se détacher progressivement de l'ensemble, à suivre sa « ligne » parti-

(1) Cinquante années d'action religieuse et sociale de Jeunes : l'A.C.J.F., ouvrage cité.

culière, à élaborer sa propre doctrine. Le cas est sans doute plus net pour la J.O.C., mais il se vérifie également pour les autres Mouvements.

La nécessité de redéfinir constamment le sens de l'A.C.J.F. et les rapports des Mouvements entre eux serait sans doute apparue plus nettement si la guerre et l'occupation, survenant brusquement, n'avaient totalement modifié les données du problème. Car la greffe de la spécialisation sur une A.C.J.F. riche d'expérience et dépositaire d'une tradition intellectuelle et sociale, pouvait certes donner de beaux fruits. Elle n'en posait pas moins de nombreuses questions. Encore orientée vers l'action civique quelques années auparavant, l'A.C.J.F. s'est trouvée, par les Mouvements spécialisés, entraînée vers l'action apostolique. Et si elle était parvenue à se dégager, au fil des années, de la vieille notion de « classes dirigeantes », le fait que les deux Mouvements spécialisés les plus puissants, J.O.C. et J.A.C., étaient populaires, a rendu cette notion plus anachronique encore. Enfin, il était assez aisé de prévoir qu'entre l'autonomie des Mouvements et la « synthèse » que représentait l'A.C.J.F., des compromis devraient être sans cesse trouvés, non sans difficultés, difficultés qui conduiraient à s'interroger sur les structures de l'association.

Toutes ces questions, d'abord masquées par l'enthousiasme des premières années de la spécialisation, cette sorte de « nouveau printemps de l'Eglise de France » — ne dit-on pas alors que « dans dix ans l'Action catholique aura transformé le monde », — seront repoussées par la guerre. Celle-ci contribuera en effet à rapprocher les Mouvements, en posant aux jeunes de tous les milieux des problèmes semblables, et en les plaçant dans des situations analogues.

Ouvriers, paysans, étudiants, se trouvent affrontés aux mêmes questions : service du travail obligatoire, qu'il faut accepter ou refuser, « Equipes nationales » lancées par Vichy comme une tentative de jeunesse unique, et auxquelles il faut, ou non, participer. A ces questions, l'A.C.J.F. répond « non », malgré les pressions,

menaces, appels de nombreuses personnalités, à l'intérieur ou à l'extérieur du monde catholique.

Devant l'ampleur des questions posées, leur similitude, le grand remue-ménage que la défaite de 1940 a entraîné en France, les Mouvements en viennent tout naturellement à se concerter, se rapprocher, adopter des positions communes. Il serait trop long de les rappeler toutes ici : élaboration d'une « politique de la jeunesse », opposition à la Charte du travail, étude des problèmes de la paix, diffusion de l'encyclique *Mit Brennender Sorge*, etc. (1). Ses dirigeants et ses militants s'engagent souvent dans la Résistance. Certains sont emprisonnés, déportés, fusillés. L'A.C.J.F., fidèle à sa ligne doctrinale, ne s'engage pas directement sur le terrain politique. Mais, une de ses émanations, les « Jeunes chrétiens combattants », assure la représentation organique des jeunes catholiques dans les instances de la Résistance et envoie même des délégués siéger à l'Assemblée consultative d'Alger.

A l'été de 1944, lorsque la France est libérée, l'A.C.J.F. jouit d'un prestige considérable. Certains de ses dirigeants les plus récents occupent d'importants postes de responsabilité dans la France nouvelle. Ses avis sont écoutés. Mais notre propos est, ici, d'en souligner les conséquences pour elle-même.

Rapprochement des Mouvements par suite des circonstances, sans aucun doute. Mais aussi, « brassage » des jeunes dans la lutte, les camps, les chantiers, qui a entraîné certaines évolutions des mentalités. Et encore, découverte par les Mouvements d'une dimension « politique » de leur action dont il ne semble pas qu'ils aient eu pleinement conscience aux premiers temps de la spécialisation. Cette découverte est due, à la fois, à la mise en pratique par les autorités de Vichy d'une politique de la jeunesse à tendance autoritaire contre laquelle les Mouvements durent se défendre, et aux circonstances de l'occupation.

(1) Sur les activités de l'A.C.J.F. durant la guerre, on consultera avec profit *Sept ans d'histoire*, Editions de l'Epi, 1946.

però en el Congrés d'Argem d'NESE optó per desobedecer quin a veïjo que ell significava impulsos militants a la clandestinitat
El General Liénart ho afegí per als papers.